

DIRECTION DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

## ARRÊTÉ DU MAIRE

N° 247245 2024

**DOMAINE : 9.1 Autres domaines de compétences des communes**

Objet : ARRÊTE MUNICIPAL PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT SUR LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL

Le Maire,

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-6, L 2542-2 et suivants,

**VU** le code de la voirie routière ;

**VU**, la délibération n° 22121633 du 16 décembre 2022 portant actualisation et création de nouveaux tarifs d'occupation du domaine public,

**VU** la demande de **L'entreprise SNC « Le Longchamps »** qui sollicite le renouvellement de son autorisation lui permettant d'occuper le domaine public communal en vue d'exercer son commerce.

### ARRÊTÉ :

#### Article 1 : Autorisation d'installation

##### L'entreprise SNC « Le Longchamps »

- Est autorisée à installer une terrasse
- Lieu du dépôt : au droit du 130 Avenue Jean Jaurès
- Nature du dépôt : tables, chaises et parasols

Dimensions autorisées à partir de la base de la devanture (ou de l'immeuble) :

- Longueur : 5 mètres
- Largeur : 5 mètres
- Passage piéton à laisser libre d'accès de : 1,5 mètre

#### Article 2 : Durée et régime de de l'autorisation

L'autorisation d'installation sur le domaine public est accordée à compter du 01/07/2024 jusqu'au 30/06/2025.

Elle doit faire l'objet d'un renouvellement exprès, par courrier adressé au Maire 2 mois avant son terme.

Son annulation interviendra de plein droit en cas de cessation ou de changement d'activité ou de cessation du fond. Le nouveau propriétaire du fond devra déposer sa propre demande.

#### Article 3 : Conditions financières

Le permissionnaire s'acquittera de la redevance fixée selon le tarif établi par le conseil municipal, dans sa délibération n°22121633 en date du 16 décembre 2022, pour la période visée à l'article 2.

Cette redevance devra être versée auprès du receveur municipal après réception d'un titre de recette par la direction des finances de la ville. Le recouvrement s'effectuera dans le courant du 1<sup>er</sup> semestre 2025.

#### Article 4 : Obligations du bénéficiaire

Sous peine de révocation du permis, le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu au strict respect des obligations. Le permissionnaire s'engage à respecter le règlement d'occupation du domaine public dans son intégralité. **Il devra notamment maintenir les lieux dans un parfait état de propreté et veiller à l'accessibilité du passage piéton, ainsi qu'à leur libre circulation sur le trottoir.** Il est à nouveau rappelé que l'espace concédé doit être libéré de toute installation tous les soirs afin notamment de permettre l'entretien du lieu.

#### Article 5 : Travaux

Les travaux éventuels effectués dans l'intérêt de la voirie devront être supportés par le permissionnaire, sans donner lieu à indemnité.

#### Article 6 : Urbanisme

Le présent arrêté ne dispense pas le permissionnaire d'obtenir, si nécessaire, les autorisations d'urbanisme prévu par le code de l'Urbanisme (article L 421 et suivants – permis de construire, déclaration de travaux, permis de démolir).

#### Article 7 : Révocation de l'autorisation

La présente autorisation est révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le permissionnaire, des conditions précitées, ou pour toute autre raison d'intérêt général.

#### Article 8 : Responsabilités

Le permissionnaire est responsable de tout dommage provoqué par son installation sur le domaine public. De même la collectivité n'est en aucun cas responsable des dommages créés par des tiers sur cet espace concédé.

#### Article 9 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Fait à Marignane, le

05 SEPT 2024

Le Maire  
Eric LE DISSES

Notifié à l'intéressé le

*Cet acte peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Mairie ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Marseille par courrier ou par saisine dématérialisée, via l'application « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception en sous-préfecture.*

